Une AG sous le signe de l’Église Universelle

Ce samedi 26 mars marque la date de l’Assemblée Générale 2022 du Défap. Une réunion particulière à plusieurs titres : elle se tient une nouvelle fois en visioconférence pour limiter les risques sanitaires ; et elle est marquée par la volonté de prendre en compte plusieurs grands défis qui se posent au Défap. L’un est d’ordre financier : c’est celui de la baisse des contributions des Églises membres. L’autre est écologique : c’est celui de la réduction de l’empreinte carbone du Défap. Dans le premier cas, la question sous-jacente est celle de la mission des Églises ; dans le deuxième, celle de la responsabilité de tous, y compris des institutions ecclésiales, vis-à-vis de la création. Et derrière ces deux questions se profile le thème de la dimension universelle de l’Église. Autant d’éléments rappelés par le président du Défap, Joël Dautheville, dans son message à l’Assemblée Générale.



Le président du Défap, Joël Dautheville, lors de la lecture de son message devant l'Assemblée Générale du Défap – Capture écran

Message du Président
Assemblée générale du 26 Mars 2022 en visioconférence

« L'Église parle de merveille parce qu'elle parle de Dieu, de l'éternité dans le temps, de la vie dans la mort, de l'amour dans la haine, du pardon dans le péché, du salut dans la souffrance, de l'espérance dans le désespoir. »

Je vous salue toutes et tous avec ces mots de Dietrich Bonhoeffer. Ils rappellent quelques points forts et lumineux de la vie des Églises alors même que notre Assemblée générale se déroule aujourd'hui de façon si particulière.

Particulière car, une fois de plus, elle est réunie en visioconférence, la pandémie n'étant pas terminée.

Particulière car une guerre fratricide a lieu sur le sol européen à 2000 km de la France fait beaucoup de morts et de blessés, jette sur la route de l'exil plus de 3 millions de personnes, surtout des femmes et des enfants et fait plus de 10 millions de personnes déplacées. La sidération causée par cette guerre est grande. Son traitement médiatique est si intense que, comme cela m'a été rapporté, quelques fidèles de nos Églises pensent que leurs Églises soutiendraient de façon privilégiée les victimes de la guerre en Ukraine à celles des catastrophes climatiques de Madagascar ou d'Haïti. Je rappelle ici que les Églises, à travers le Défap, la Fédération protestante et la Fondation protestante sont dans une dynamique de soutien aux victimes de guerres et de catastrophes naturelles.

Après cette précision je souhaite poursuivre notre réflexion sur l'Église universelle, thème de notre AG. Après le rapport du Défap donné au dernier SN de l'Epudf, après le mot du président dans le rapport d'activités, cette réflexion vient au moment où les discours de repli sur soi, voire de repli identitaires se font entendre dans la société comme dans les Églises et réinterrogent le sens de l'universel.

Quelques considérations théologiques et spirituelles

D'après Wikipedia, le **symbole**, en grec, est ce morceau de terre cuite cassée en deux permettant à des familles vivant dans des endroits différents de se reconnaître comme étant de la même famille. Sur le plan ecclésial, les Églises ont appelé Symbole des confessions de foi pour dire qu'elles se reconnaissent de la même Église du Christ. Précisément, avec le Symbole des Apôtres les fidèles confessent : « je crois la sainte Église universelle… ». On peut être étonné que très tôt les Églises aient confessé une telle universalité. D'où vient-elle ?

Cette notion d'universalité, de catholicité de l'Église vient,

entre autres, me semble-t-il, de cette promesse de Dieu faite à Abraham en Genèse 12/3 qui traverse toute la Bible et le ministère de Jésus « … en toi seront bénies toutes les familles de la terre ». Cette dynamique d'universalité n'est pas à comprendre comme la mondialisation néo-libérale échevelée qui ignore les cultures, les peuples et finalement les frontières. Cette dynamique reconnaît l'existence de frontières de toute sorte et cherche à dépasser le risque d'enfermement que ces frontières peuvent générer. De fait, l'universalité de l'Église est consubstantielle à son être même. On pourrait dire que c'est un autre mot pour exprimer que l'Église est mission et qui traduit le fait que l'amour de Dieu ne connaît pas de limites ni dans le temps ni dans l'espace.



Vue de l'Assemblée Générale du Défap en visioconférence – Capture écran

Si telle est notre conviction, il apparaît alors que c'est fondamentalement le même **mouvement**, celui de l'Esprit, qui est à l'œuvre quand les Églises annoncent l'évangile en paroles et en actes du bout du banc au bout du monde. Les réflexions sur la mission font apparaître que le **processus d'acculturation et d'inculturation de l'évangile** concerne aussi bien les

relations avec des peuples que les liens avec les individus, avec des personnes rattachées à des classes sociales ou culturelles particulières. Cela a abouti à concevoir la mission, notamment pour les Églises de la Cevaa, comme un mouvement allant de partout vers partout à vivre dans le partage et la réciprocité.

Lors du **cinquantenaire** du Défap, et particulièrement grâce à l'exposition, j'ai redécouvert de façon vive, qu'en créant le Défap les Églises fondatrices ont posé de façon consciente ou non un **acte prophétique**. Lequel me direz-vous ? Le Défap leur rappelle **à temps et à contretemps** que l'Église est mission, que l'Église est universelle. Chaque paroisse, chaque église locale, chaque région, chaque Église nationale ne peut réfléchir, agir et vivre en autarcie. On n'est pas Église tout seul. Cette affirmation n'est pas le résultat d'une opinion ou le fruit d'une idéologie. Elle est tout simplement un donné biblique, théologique et ecclésiologique fondamental.

Si donc nous confessons que l'Église est universelle, sur le plan temporel et géographique, si nous croyons que c'est le même Esprit qui anime aussi bien la mission au près et la mission au loin, alors nous sommes invités à nous poser une question sur le plan institutionnel. Je la partage avec vous. Certains la trouveront stimulante, d'autre disruptive voire iconoclaste. J'ai souvent remarqué que la mission à l'international était vue comme extérieure à la mission intérieure et réciproquement. N'est-ce pas le moment de saisir l'opportunité de faire travailler ensemble les services de mission intérieure et extérieure des Églises membres du Défap, voire de les fondre en une seule entité institutionnelle et mettre ensemble les richesses de chacun pour un renouveau de la mission ?

Après quelques considérations théologiques et spirituelles, j'en viens à quelques considérations temporelles à travers lesquelles je souhaite partager un sujet d'inquiétude et une information.

Quelques considérations temporelles

Finances

Avant toute chose je souhaite remercier les Églises qui soutiennent la vie du Défap en mettant à disposition des pasteurs et des fidèles pour son fonctionnement. Je dis aussi ma gratitude pour les efforts financiers qu'elles font alors même que leurs ressources sont sur une tendance baissière. Les efforts faits par certaines régions de l'Epudf d'augmenter leur contribution au Défap est à saluer dans un tel contexte.

Lors de notre AG en mars 2018, j'avais lancé un appel aux Églises à entrer dans une dynamique de refondation du Défap. Les liens entre certaines Églises locales, régionales voire nationales avec le Défap se distendaient. Le financement du Défap ne cessait de baisser d'année en année. Quatre ans après cet appel, les ressources des Églises au budget 2022 ont baissé depuis 2018 de plus de 18%, c'est-à-dire environ 330 000€. Ne pas oublier que 40% des finances de l'Epudf sont adressées à la Cevaa. Depuis l'adoption du texte Convictions et Actions en mars 2021, les ressources ont baissé en un an de 160 000€ suite entre autres à une baisse abrupte de deux régions de l'Epudf. Le Défap est ainsi tiraillé entre d'une part les demandes faites par les Églises sur ses actions et d'autre part les moyens qu'elles lui donnent et qui peuvent baisser fortement d'une année sur l'autre. Or la gestion d'un organisme d'échanges, de mise en relation comme le Défap se fait sur le temps long. Le Défap, ce sont des employés et leurs familles, des envoyés et des boursiers qui sont accueillis, des engagements de solidarité parfois sur plusieurs années, des échanges de professeurs de théologie. D'où la difficulté de gérer un tel outil, il en est de même pour la Cevaa, quand les ressources baissent continuellement et parfois brutalement. C'est pourquoi je lance un appel aux Églises pour que le Défap ne soit pas étouffé avant que n'intervienne sa refondation. Les Églises pourraient-elles s'engager, par exemple, sur un programme de ressources pluri

annuelles comme l’Epudf le fait depuis longtemps à l’endroit de l’Institut Protestant de Théologie ?

J’en viens maintenant à l’information à partager. Il s’agit de l’Empreinte écologique du Défap

Les Églises membres du Défap se préoccupent de plus en plus de leur empreinte écologique. Au dernier Synode national de l’Epudf intitulé « l’écologie : quelle(s) conversion(s) », Martin Kopp a rappelé que les émissions de carbone se font surtout au Nord et les dégâts surtout au Sud. En janvier 2022, le Conseil du Défap a décidé de prendre sa part dans la lutte contre le dérèglement climatique. Un tableau de bord des dépenses en carbone est effectué et sera tenu par le Secrétariat général. La Commission des Projets sera saisie pour rechercher des pistes concrètes de compensation carbone au sein de son réseau.

Envoi

Au nom du Défap, je dis ma gratitude et ma reconnaissance aux Églises, aux paroisses, aux régions qui soutiennent le Défap et se servent de cet outil.

Je dis également ma gratitude et ma reconnaissance à l’endroit de notre Secrétaire général, le pasteur Basile Zouma et de toute l’équipe qui permettent de mettre en forme quelques-unes des actions et convictions au service de la mission des Églises membres. Je la dis aussi aux membres du Conseil, du Bureau, et des Commissions Échange de Personnes, Finances et Travaux, et Projets. Toutes et tous s’impliquent pour stimuler au mieux la mission des Églises.

Dans un contexte financier tendu, dans un environnement national pas toujours porteur pour les religions, dans un contexte mondial plein de tensions et de défis y compris climatiques, le Service Protestant de Mission, grâce aux fidèles des Églises membres et des partenaires est un des lieux qui permet de toucher du doigt la joie de la mission à

travers les échanges et les projets qui donnent du corps à la notion de l’universalité. C’est ce que nous allons vivre tout au long de cette assemblée.

Merci de votre écoute et Bonne Assemblée générale à toutes et tous !

Joël Dautheville

Les Églises se mobilisent avant la COP26

Alors que la COP26, la 26ème conférence internationale sur le climat qui réunit chaque année les pays signataires de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, se tient ce week-end à Glasgow, les initiatives se multiplient au sein des Églises pour appeler à la sauvegarde de la création.



Dans notre perception du monde, les faits matériels et objectifs tiennent une place somme toute assez réduite. Ils sont toujours passés au crible de notre expérience, de nos convictions, de notre foi. Ils peuvent être niés ou réinterprétés. Devant un tribunal, des preuves matérielles pourront être utilisées dans des sens très différents par l'accusation et par la défense. Dans la Bible même, Jésus, mis au défi par des pharisiens de fournir un miracle en guise de preuve, refuse purement et simplement : « Une génération méchante et adultère demande un miracle ; il ne lui sera donné d'autre miracle que celui du prophète Jonas » (Matthieu 12, verset 39).

Non seulement les **preuves du réchauffement climatique** sont légion, non seulement un **consensus international d'experts** écrasant affirme sans l'ombre d'un doute que ce **réchauffement est d'origine humaine**, mais nous assistons déjà à **l'emballement du processus**, avec des effets inédits dans l'histoire de l'humanité : des **tempêtes tropicales violentes** dont la fréquence et l'intensité s'accroissent, des **épisodes caniculaires au-delà du cercle polaire**, des **inondations catastrophiques en Europe**, des **effets dramatiques d'une**

mousson inédite en Inde… Soyons honnêtes : pour celles et ceux qui sont nés avant les années 80, qui aurait pu imaginer qu'un jour – et surtout de leur vivant – seraient enregistrées **des températures frôlant les 50°C au Canada**, au-delà du 50° de latitude nord ? Qui aurait pu imaginer qu'en Sibérie, une ville entière de 300.000 habitants bâtie sur le permafrost, Iakoutsk, fondée en 1632, puisse voir ses bâtiments se fissurer et menacer de s'effondrer du fait de la fonte du sous-sol ? Mais si les faits sont têtus, l'être humain l'est plus encore.

En août dernier, le GIEC, groupe composé de scientifiques indépendants de tous les pays, a sorti son dernier rapport. Ses conclusions sont sans appel. Tous les scénarios prévoient que la planète connaîtra un réchauffement de minimum 1,5°C. Et sans des décisions drastiques, bien au-delà des engagements pris jusqu'alors par les principaux pays représentés lors des diverses Conférences des Parties, l'hypothèse plausible est celle d'un réchauffement de 2,7°C. Avec des effets prévisibles qui iraient de la fonte d'une portion comprise entre un tiers et une moitié du permafrost, libérant dans l'atmosphère des quantités monstrueuses de méthane, gaz à effet de serre doté d'un potentiel de réchauffement 30 à 40 fois plus important que le CO2 ; des événements climatiques extrêmes, des incendies de forêt à répétition, un effondrement de la biodiversité, une montée des océans provoquant l'exode de centaines de millions de réfugiés climatiques… Face à **ces prévisions** et surtout aux **recommandations du GIEC**, divers États ont avant tout tenté de minimiser : le ministère saoudien du Pétrole a tenté de faire disparaître l'appel à des actions « urgentes et accélérées » en faveur de l'abandon des énergies fossiles. L'Australie, exportatrice de houille, a contesté que « la fermeture des centrales à charbon (soit) nécessaire ». Argentine et Brésil, gros producteurs de viande, voulaient enlever un passage soulignant qu'un régime végétarien pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de moitié.

L’engagement œcuménique en faveur de la création

Il n’est pas trop tard pour agir. Mais l’urgence climatique appelle chacun de nous à l’action. Politiques, ONG, mais aussi Églises et théologiens : il existe aujourd’hui toute une théologie de la sauvegarde de la création, et la thématique de l’écologie est bien présente parmi les protestants. Cette implication des Églises a connu un développement spectaculaire à partir de la COP 21, organisée à Paris. Aujourd’hui, c’est devenu l’un des principaux engagements œcuméniques.

Ce vendredi 29 octobre, **le pape François a appelé les dirigeants mondiaux** qui se réuniront à la COP26 d’apporter « d’urgence » des « réponses efficaces à la crise écologique ». Avant cela, et pour la première fois, les dirigeants de l’Église catholique romaine, de l’Église orthodoxe orientale et de la Communion anglicane (le pape François, le patriarche œcuménique Bartholomée et l’archevêque Justin Welby) avaient **signé une déclaration commune** estimant que le changement climatique n’est pas seulement un défi futur, mais « une question immédiate et urgente de survie ». Le **Conseil d’Églises chrétiennes en France** (CECEF), se disant « profondément préoccupé pour l’avenir de notre maison commune, la biosphère, dans laquelle vivent plus de 7 milliards d’êtres humains et 8 millions d’espèces d’êtres vivants », a lancé « un appel aux dirigeants du monde entier et à la France en particulier » pour qu’ils prennent des mesures urgentes. Dans le même esprit, Église verte propose un temps de prière en ligne, afin de soutenir spirituellement l’engagement des personnes de bonne volonté et de prier ensemble pour des engagements forts et justes, à la hauteur des enjeux climatiques. Quant à **l’Église protestante unie de France**, elle a placé son Synode national 2021 sous le thème : « Écologie : quelle(s) conversions » et a diffusé, à la suite de la rencontre de ses 230 délégués à Sète, un communiqué marquant une prise de parole publique adressée non seulement aux paroisses, mais aussi à la société dans son ensemble et

notamment aux décideurs, « sur la lenteur, l’insuffisance voire les contradictions délibérées des discours et des actions mises en oeuvre face à l’urgence du dérèglement climatique et du recul grandissant de la biodiversité de la planète ».

Retour sur le synode national de l’EPUdF

Une décision marquante sur l’écologie, la réélection de la pasteure Emmanuelle Seyboldt à la présidence du Conseil national, quatre vœux, des témoignages : ce Synode national a été un moment intense de débats et d’orientations pour l’Église protestante unie de France.



Le synode national de l'EPUdF à Sète © Défap

Huit ans après la création de l'Église protestante unie de France, le Synode national 2021 s'est tenu en deux temps : une première étape en distanciel, et une deuxième en présentiel du 22 au 24 octobre, avec la participation de 230 délégués à Sète, au centre du Lazaret. Le thème principal en était : « *Écologie : quelle(s) conversions* » . Ce synode a vu l'élection, pour un mandat de quatre ans, du Conseil national. Composé de vingt membres, il veille sur la vie de l'Église, la représente, en assure la gestion, nomme un certain nombre d'instances. La pasteure Emmanuelle Seyboldt, première femme élue à la tête de cette instance en 2017, a été reconduite à la présidence du Conseil national.

À l'issue de ses travaux sur l'écologie, le Synode a diffusé un texte constituant une prise de position publique à l'adresse non seulement de ses membres et des paroisses, mais aussi de la société dans son ensemble et des décideurs, appelant à des actions urgentes en faveur de la sauvegarde de la création. Ainsi, se référant « *aux réflexions menées depuis*

des années par le Conseil œcuménique des Églises » et se disant « *profondément bouleversée par la crise écologique et sanitaire que subissent tous les êtres vivants de cette terre* » , l'Église protestante unie de France « *interpelle les femmes et les hommes en responsabilité politique, intellectuelle et religieuse sur la lenteur, l'insuffisance voire les contradictions délibérées des discours et des actions mises en oeuvre face à l'urgence du dérèglement climatique et du recul grandissant de la biodiversité de la planète. Elle s'indigne des dérives économiques et des choix égoïstes des pays riches qui ont conduit à une situation écologique alarmante et des situations de misères insupportables. En interpellant solennellement avec d'autres les autorités publiques, les acteurs économiques, mais aussi l'ensemble des membres de l'Église, l'Église protestante unie de France veut prendre sa part de responsabilité, car elle se bat avec l'espérance en la capacité humaine à construire un avenir plus résilient en ce monde, pour tous les humains et la création.* »

La table ronde du synode national sur le thème de l'écologie a été diffusée en direct ; vous pouvez encore retrouver l'enregistrement de l'échange auquel elle a donné lieu entre quatre témoins du protestantisme :

• Rachel Calvert (administratrice d'A Rocha, association protestante de conservations de la nature)
• Suzanne Chevrel (présidente des Éclaireuses et Éclaireurs Unionistes de de France)
• Martin Kopp (théologien, président de la commission écologie et justice climatique de la Fédération protestante de France)
• Gilles Zuberbuhler (dirigeant de Weylchem Lamotte – industrie chimique)

Synode National à Sète : Quelques questions au pasteur Robin Sautter, rapporteur : l’importance des préoccupations écologiques pour les Églises :

Pascale Renaud-Grosbras : «la rencontre avec l'autre est vitale»

La pasteure Pascale Renaud-Grosbras a rejoint l'équipe du Défap en cours d'été au service Animation-France, où elle prend la suite de la pasteure Florence Taubmann. Rencontre.



Pascale Renaud-Grosbras lors d'un entretien radiophonique © Service protestant

Pascale Renaud-Grosbras, vous êtes arrivée dans l'équipe du Défap en juillet dernier… Un moment assez particulier pour le Service protestant de mission, qui célèbre ses 50 ans. Comment vivez-vous cette période ?

Pascale Renaud-Grosbras : Je suis encore dans la phase de la nouvelle venue, avec un regard extérieur, un peu naïf, qui permet de découvrir le travail d'une équipe et les questions auxquelles il faut répondre au quotidien dans une structure comme le Défap. J'ai étudié la missiologie à l'université,

comme tous mes collègues pasteurs, mais arriver dans la vénérable Maison des Missions, boulevard Arago, me fait toucher du doigt l'histoire longue de tous ceux qui nous ont précédés. Il y a encore peu, on partait en terrain de mission dans des conditions précaires pour lesquelles il fallait se préparer longtemps : on apprenait à construire une maison, à cultiver de quoi se nourrir, on apprenait des rudiments de topologie, une langue nouvelle… bref, on partait sans forcément prévoir de rentrer, c'était une vocation à vie. Aujourd'hui, les envoyés sont à un avion de chez eux, pas beaucoup plus : on ne pense plus la mission de la même façon, déjà parce que les conditions concrètes ont profondément changé. On ne se prépare pas de la même façon non plus : aujourd'hui, une préoccupation importante de l'équipe du Défap c'est de transmettre un fond de connaissances sur les questions interculturelles, par exemple, et les futurs envoyés discutent beaucoup entre eux, et avec nous, de ce qu'ils apprennent à ce sujet. Nos Églises, aussi, nous interpellent de plus en plus à ce sujet. Les communautés sont de plus en plus mélangées, nos pasteurs sont parfois issus d'autres cultures : comment tout ça fonctionne-t-il, comment on peut l'accompagner ? Bref, j'ai encore beaucoup à découvrir, à réfléchir et c'est passionnant !

Le Défap, portait chinois : si c'était un animal, un fruit, une couleur, un instrument de musique, pour vous, ce serait… ?
Pascale Renaud-Grosbras : Un animal ? Un chat ! Parce que les chats ne supportent pas les portes fermées, et que je vois le Défap comme le signe que nos Églises ont vocation à ouvrir des portes.
Un fruit, exotique, sans doute, pour dire toute la diversité des lieux d'envoi aujourd'hui !
Une couleur ? Le « vert Défap », un beau vert opale qui fait partie de notre logo.
Un instrument de musique je ne vois pas, pour moi le Défap c'est plutôt un orchestre qui fait vivre des tonalités multiples.

Avant de devenir pasteure, vous avez eu une vie professionnelle bien remplie… Qu'est-ce qui vous a orientée vers cette nouvelle voie – et vers le Défap ?

Pascale Renaud-Grosbras : Je suis devenue pasteure parce que je suis tombée dans la marmite de la prédication : entendre prêcher l'Évangile puis me confronter moi-même au défi de trouver dans les textes bibliques l'étincelle de bonne nouvelle pour nos vies a été fondateur. J'étais une littéraire et l'exégèse a tout naturellement pris une place importante dans mon ministère, ça reste important jusqu'à aujourd'hui. Rejoindre l'équipe du Défap au poste d'animatrice, c'est faire le pari qu'on peut réfléchir ensemble aux défis de la mission aujourd'hui, en faisant confiance à l'intelligence collective. On peut s'appuyer sur les textes, sur l'histoire de la mission, pour prendre un nouvel élan et imaginer des choses nouvelles. C'est passionnant ! Partager l'Évangile et les questions que cela soulève, ça reste passionnant.

Peut-on y voir une relation avec la thèse sur l'hospitalité que vous préparez actuellement ?

Pascale Renaud-Grosbras : Je crois en effet que l'hospitalité est une clé intéressante pour penser la mission aujourd'hui. Les textes bibliques déploient beaucoup cette image pour dire la relation entre Dieu et les humains, pour essayer de nous ouvrir à une autre compréhension de qui est Dieu pour nous et de comment on peut le recevoir dans nos vies. Et puis bien sûr, il y a des injonctions à l'hospitalité : ça veut dire que se montrer accueillant, ça ne va pas de soi, mais que c'est un risque à prendre parce que la rencontre avec l'autre est vitale. Une partie de ma thèse s'intéresse aux pratiques d'hospitalité dans nos communautés : qu'est-ce que ça veut dire quand quelqu'un d'étranger à la communauté vient au culte et que personne ne lui parle ? Qu'est-ce que ça veut dire, qu'une communauté ait perpétué depuis des générations la pratique des repas partagés – et qui y participe ? Ces questions permettent de souligner qui est vu comme légitime ou non à prendre part à l'hospitalité. Pour la mission, c'est

pareil, qu’on parle des envoyés depuis la France ou des gens reçus ici, il y a des choses à réfléchir du côté des pratiques et de la théologie sous-jacente.

Rêvons un peu : pour vous, à quoi ressemblerait le Défap idéal ?

Pascale Renaud-Grosbras : Le Défap idéal, c’est celui qui n’oublie rien de son histoire et qui en fait un tremplin pour aider les Églises à accomplir la mission qui leur est confiée : transmettre la belle, la bonne nouvelle, celle qui ne nous appartient pas, mais qui passe par nous. Je réfléchis beaucoup à la question de l’Église universelle – ou plutôt l’Église invisible dont parlaient les Réformateurs, celle dont seul Dieu connaît les contours. Celle-là, il ne nous est pas demandé de la construire, mais de l’habiter, avec les frères et les soeurs qui nous sont donnés. Elle nous préexiste et elle vivra encore après nous, mais nous avons un rôle à y jouer, librement. Ca passe par des actes très concrets : permettre à des jeunes et des moins jeunes de faire l’expérience de la vie dans une Église à l’autre bout du monde, accueillir des frères et des soeurs venus d’ailleurs, ça demande des qualités professionnelles pointues et beaucoup d’organisation. C’est du concret, de l’incarné. Et ça nous permet de ne pas nous replier sur l’illusion que nous sommes l’Église tous seuls, chacun dans notre coin. Le Défap idéal, c’est celui qui rappelle aux Églises qu’elles ne sont pas tout ce qui existe de l’Église !

---

4 octobre : quel avenir pour

la Nouvelle-Calédonie ?

Même si le scrutin paraît lointain vu de la métropole, le référendum d'autodétermination qui se tient ce week-end en Nouvelle-Calédonie cristallise une fois de plus les tensions.



Délégation de la Nouvelle-Calédonie Clôture du 4ème festival des arts mélanésiens, Mwâ kâ Nouméa, Nouvelle-Calédonie 2010 © Sekundo

Loin des informations quotidiennes sur la pandémie de Covid-19 et des aléas de la politique métropolitaine, c'est un peu du destin de la France qui va se jouer ce dimanche 4 octobre, à près de 18.000 km de distance, en plein Pacifique. Un an et onze mois après le référendum d'autodétermination du 4 novembre 2018, les Calédoniens sont de nouveau, ainsi que le prévoyait l'accord de Nouméa du 5 mai 1998, appelés à se prononcer sur l'avenir de leur terre.

Il s’agit du troisième référendum sur l’indépendance de la Nouvelle-Calédonie – et comme les précédents, il est organisé dans un climat de forte tension. Mais la situation a beaucoup changé depuis les années 80. Le premier référendum, celui de 1987, organisé dans le contexte du retour à la paix après la violence des «événements,» avait été boycotté par les indépendantistes. Sans surprise, 98,3% des suffrages exprimés s’étaient prononcés pour le maintien au sein de la République, mais avec une participation inférieure à 60%. Le scrutin de 2018, au contraire, avait vu une forte participation : plus de 81%. Et une nouvelle victoire du «non» à l’indépendance, mais bien moins large qu’annoncé : 56,67%. Entre ces deux référendums, la Nouvelle-Calédonie avait connu plus de trente ans de paix civile et des transformations profondes de sa vie politique et de sa société : une large autonomie, une population de plus en plus multiculturelle mêlant Kanaks, Européens, mais aussi Wallisiens, Vietnamiens, Chinois… Désormais, les enjeux d’un «oui» ou d’un «non» à l’indépendance ne sont plus les mêmes. Si elle reste prédominante, la traditionnelle opposition entre Kanaks et Caldoches, entre les premiers habitants de cette terre et les descendants de colons, n’est plus suffisante pour rendre compte de l’évolution d’un territoire qui a connu en trente ans une forte croissance propulsée par l’industrie du nickel, un fort développement urbain (Nouméa concentre à elle seule 100.000 habitants sur les 270.000 de l’archipel) et une évolution de ses institutions qui lui donne aujourd’hui un mode de gouvernance unique au monde. Car la rapidité même de ces évolutions s’est accompagnée de disparités importantes, non seulement territoriales, mais aussi sociales – avec notamment un fort chômage des jeunes, et tout particulièrement des jeunes Kanak.

Le score inattendu du «oui» en

octobre 2018

Une large victoire du «non» en novembre 2018 aurait marqué la fin de cette série de référendums. Ce qu'espéraient les anti-indépendantistes, qui comptaient voir ainsi annulée la tenue des deuxième et troisième référendums prévus par l'accord de Nouméa. Mais le score inattendu du «oui» avait ouvert la possibilité d'organiser un nouveau scrutin dans les deux ans – puisqu'il suffisait pour cela d'une demande écrite adressée au haut-commissaire et signée par un tiers des membres du congrès.

Face à tous les risques de tensions avant et, surtout, après le référendum, les Églises ont une parole d'apaisement à apporter, dans ce territoire où la vie spirituelle s'exprime plus ouvertement qu'en métropole et où la laïcité à la française ne s'applique pas. Au sein du protestantisme calédonien, représentant aujourd'hui un tiers de la population, c'est le cas de l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC), qui entretient une longue histoire avec le protestantisme français. Constituée en grande majorité de Kanak, elle avait, dès les années 70, souligné les aspects néfastes de la colonisation. Devenue autonome dans les années 60 sous le nom de «Église Évangélique en Nouvelle-Calédonie et aux Iles Loyauté», elle a changé son nom en 2013, pour y intégrer l'appellation de Kanaky. Lors de la campagne du référendum de novembre 2018, elle a encouragé ses membres à une démarche d'accueil de l'autre dans sa diversité, en insistant sur l'aspect multiculturel que présente désormais la population néo-calédonienne. Ce qui se retrouvait dans son appel à une «Semaine de prière pour la paix dans le pays et pour toute l'année 2018», placé sous ce thème issu d'Éphésiens 2,19 : «Concitoyens d'un pays nouveau».

Défendre l’identité Kanak

C’est dans ce contexte que se place ***ce texte du pasteur Daniel Wea***, de l’EPKNC. Un texte qui reste marqué par la volonté de défendre l’identité Kanak – un sujet tellement sensible qu’il a largement influé sur la composition du corps électoral pour ces référendums d’autodétermination. Un texte qui se veut aussi politiquement engagé, et qui va au-delà des positions affichées aujourd’hui par l’EPKNC. Il ne se prétend pas porteur d’un discours officiel de son Église ; mais il est révélateur des évolutions et des interrogations qui l’ont traversée et la travaillent encore aujourd’hui, face à une société certes multiculturelle, mais divisée et où les Kanaks cherchent encore leur place, et où le «destin commun» évoqué par le préambule de l’Accord de Nouméa reste encore à construire.

Et pour éclairer les enjeux du scrutin de ce dimanche 4 octobre, quelques éléments : un article de la1ere.fr, le Portail des Outre-mer, qui consacre aussi un dossier complet à ce référendum ; et un numéro de 2018 du Bulletin de l’Amicale des Pasteurs français à la retraite qui revient sur les liens entre les protestantismes de la métropole et de la Nouvelle-Calédonie.

Une pandémie révélatrice des forces et faiblesses

Le Docteur Célin Nzambe est médecin missionnaire, partenaire du Défap. Il a été de nombreuses années

responsable de l’hôpital de Bafia au Cameroun. Aujourd’hui il est médecin chef de l’Hôpital EPC (Église presbytérienne du Cameroun) de Djoungolo. Il témoigne de l’impact de la crise sanitaire au Cameroun.



Docteur Célin Nzambé

Comme lors de l’épidémie au choléra, l’Hôpital presbytérien de Djoungolo dont j’assume actuellement la charge, est réquisitionné depuis mars 2020 par l’État camerounais pour prendre en charge les malades atteints de Coronavirus. L’imprévisibilité et la massivité de la pandémie au Covid-19 nous ont tétanisés au début. Puis nous nous sommes souvenus de notre engagement en tant qu’hôpital d’église : être aux côtés des démunis. Et les réflexes face aux épidémies auxquelles nous avons déjà été confrontés nous sont revenus.

A part quelques désistements minimes au sein du personnel, l’ensemble de l’équipe médicale et paramédicale a accepté avec force de se jeter vers l’inconnu et de soigner les malades atteints de ce virus mortel. Médecins Sans Frontières et plusieurs personnels étatiques se sont joints à nous dans cette prise en charge. A ce jour l’Hôpital EPC de Djoungolo a pris en charge plus de 350 cas confirmés, sans compter des cas suspects. Nous avons eu à déplorer, malheureusement, 5 décès. Par la grâce de Dieu, aucun personnel n’a été contaminé, même si deux médecins ont dû être mis au repos pour suspicion au covid-19 mais sans confirmation.

Le Cameroun, à l'inverse des autres pays, n'a pas imposé de confinement strict, juste quelques mesures barrières. On s'attendait donc à la catastrophe prédite et clamée par le secrétaire de l'ONU et l'OMS pour les pays africains. Mais nous devons avouer que nous avons été nous-même les premiers surpris par le faible impact sanitaire de cette maladie sur notre population. Même si sur le plan économique les inquiétudes sont grandes.

Comment expliquer ce faible effet de covid-19 sur nos populations. Aucune étude n'a été menée dans ce sens, mais plusieurs hypothèses, qui mériteraient d'être confirmées par la suite, ont été évoquées. Les plus connues seraient que ce virus circule moins bien dans le climat chaud ; la population africaine habituellement confrontée à plusieurs infections aurait développé, bien avant l'arrivée du virus, des anticorps qui rendent moins actifs le covid-19 ; la jeunesse de la population africaine qui favorise des formes asymptomatiques et moins graves ; etc.

Mais au-delà de ces hypothèses, nous avons remarqué sur le terrain, sans que cela soit clairement dit, que les états africains ont pris le pari de laisser circuler le virus afin de favoriser l'immunité collective afin d'éteindre rapidement l'épidémie. Pour éviter l'encombrement des hôpitaux par des malades peu symptomatiques, et dans la mesure où cela n'était pas dangereux, les états africains ont favorisé les traitements placébos alternatifs proposés par les tradipraticiens, les leaders ecclésiastiques et les scientifiques improvisés chercheurs. Ainsi, face à ce virus inconnu et à l'anxiété généralisée qu'il générait, la population ne s'est pas retrouvée sans armes et se sentait apaisée, évitant ainsi la panique collective. Les opportunistes internationaux et nationaux ont profité de la peur provoquée par le Covid-19 pour développer un business visant, non à rendre service mais à se servir.

Pour nous Hôpital de l'Eglise, cette pandémie a été

révélatrice de nos faiblesses et forces. La confiance en Dieu, nous a enlevé la peur d'aller au front et d'accueillir tout le monde. Nous avons ainsi vu passer dans notre hôpital des hautes autorités qui n'auraient jamais osé venir chez nous en dehors du Covid-19. Nous nous sommes aussi rendu compte du manque cruel des moyens pour prendre en charge les cas graves et notre faiblesse dans le management du personnel en temps de crise.

Aujourd'hui le Cameroun a amorcé la phase de décroissance de la pandémie, et le relâchement des efforts à tous les niveaux inquiète. Pour les énormes efforts consentis, le personnel de l'hôpital espère une reconnaissance de l'Etat qui tarde à venir. Il sait aussi que nous aurons du mal à convaincre les malades de reprendre confiance à un hôpital qui ne faisait que du Covid. Ce Covid-19 est à la fois une chance pour reformer les soins et un drame si rien n'est fait.

De Paris à Bukavu, en RD Congo

Adrien Bahizire Mutabesha est le doyen de la faculté de théologie de l'Université Évangélique en Afrique (UEA) à Bukavu. Il était en France pour un congé de recherche de trois mois qui s'est prolongé jusqu'en juillet suite à la crise sanitaire. Son sujet : » Résilience et spiritualité pentecôtiste dans le contexte de la République démocratique du Congo ».



Adrien
Bahizire
Mutabesha

J’ai atterri à l’aéroport Charles de Gaule à Paris le 14 février 2020 et je devais regagner la République démocratique du Congo, mon pays à la fin du mois d’avril de cette même année. La bourse qui m’a été accordée par le DEFAP devait ainsi m’aider à me connecter à plusieurs ressources sur la résilience pour affiner mes idées de cherche sur la thématique en liaison avec le pentecôtisme.

Mais de la R.D. Congo à la France après un séjour de six ans d’études doctorales en Corée du Sud, je me suis aperçu petit à petit que ma foi de pentecôtiste était de diverses influences que je ne maîtrisais pas. Et jusqu’à l’heure où j’écris cette page, ce mystère persiste. En effet, je ne savais pas expliquer pourquoi, une fois à Séoul ou à Paris, je me sentais mieux quand j’adorais Dieu chez les Réformés ou chez les Baptistes que quand je participais au culte chez les frères pentecôtistes charismatiques dont mon Église était sensée partager les convictions spirituelles.

Mais aussi, plus je m’éloignais de Bukavu, ma ville natale, et que plusieurs bibliothèques s’ouvraient à moi, plus les repères de mon Église se complexifiaient. C’est de cette expérience confrontée aux réalités socioculturelles différentes qu’est née en moi l’idée de mener une étude sur la »Résilience et spiritualité pentecôtiste dans le contexte de la RDC ». Malheureusement l’irruption de la Covid-19 est venue perturber mon élan de réflexion sur le sujet lors de ce séjour en France. Confinement et déconfinement se sont conjugués en

moi sans que je puisse assouvir mes ambitions de recherche. Qu'importe !
J'étais déjà sur une première conclusion que ma foi était le fruit d'un pentecôtisme non connu en France et en Corée du Sud, non maîtrisé par moi-même, non encore décrit d'un point de vue historique et qui nécessitait alors des fouilles sérieuses. Les Scandinaves luthériens et baptistes qui l'ont propagé doivent l'avoir transmis dans son luthéranisme et son baptisme teinté de pentecôtisme sans autre 'isme' particulier. Il est tout de même singulièrement caractérisé par son ancrage dans le monde de l'imaginaire en lien émotionnel avec des actions sociales et humanitaires conséquentes. Cette combinaison crée en son sein un pouvoir sécurisant et porteur d'espoir pour des fidèles pentecôtistes qui se croient être les seuls »protestants » dignes. Certes, la soif de poursuivre mes recherches dans les arcanes des bibliothèques parisiennes pour infirmer ou confirmer cette première conclusion effacera en moi les stress du confinement de 2020 et me ramènera certainement un jour au 102 du Boulevard Arago du quatorzième arrondissement.



Université évangélique d'Afrique à Bukavu (RdC)

Six mois seulement après mon arrivée en France, ces découvertes qui enrichissent ma propre foi et nourrissent mes recherches autour de la résilience, doivent être encore approfondies, et restent difficiles à exprimer et à partager avec mes proches, mes fidèles et mes collègues au moment du retour au pays.
La raison est simple à imaginer. Pour eux comme pour moi, la joie des retrouvailles est plus forte que la curiosité sur mes recherches. Ils ont retrouvé qui un père, qui un pasteur, qui un collègue qu'on croyait mort du Covid-19 et le voici revenu à la vie. Leur principale préoccupation a été d'écouter ce que disent les Blancs sur la pandémie, d'avoir les preuves de son existence réelle. En effet, malgré les cache-nez censés protéger la bouche de certains, ils croient à peine à la présence de la pandémie qu'ils pensent être une création occidentale pour terrifier les Noirs, qui aurait échappé au contrôle de ses initiateurs en se retournant contre eux. Ils n'ont pas vu de morts en cascade en Afrique. Ils n'ont vu que des cercueils à la télévision. Ils n'ont entendu que les informations qu'ils qualifient d'intox européenne. Le confinement de trois jours n'a pas suffi (pour) à les convaincre bien qu'il ait suscité un système d'automédication traditionnelle jamais observé contre le paludisme et la grippe. Certains se disent timidement : »Si c'est vrai que cette pandémie est une réalité, alors naître Noir et surtout Africain redevient une fierté. Mais en attendant la confirmation, mes amis, lavez vos mains à tout bout de champ et portez-vos cache-manteaux ».

Il faut comprendre : l'espérance est immense autour de celui qui revient tout de même de Paris ! Il doit avoir plein de chocolats dans ses valises, des financements pour des projets, des aides pour ce pays éprouvé… Dans l'imaginaire collectif six mois sur le sol français suffisent pour tout gagner et ne pas revenir les mains vides! Avec sympathie et humour, les langues se délient et les attentes s'expriment autour du rescapé du confinement de France, si bon négociateur : « le

président Macron est jeune, la France doit aussi avoir rajeuni dans sa générosité ! »

C’est ainsi que la recherche sur »la Résilience et la spiritualité pentecôtiste » devient une histoire personnelle et privée de son auteur. Ce qui intéresse de prime abord -et c’est bien normal- c’est son retour, sa bonne santé et ce qu’il a ramené. Malheur à ce pauvre chercheur si ces deux éléments lui font défaut ! Quant à son travail, commencé dans les bibliothèques de Paris, il n’attend qu’à être approfondi, mis en lien avec l’histoire de son Église et les expériences humaines dans le contexte si particulier de son pays, quelque part dans l’est de la RdC.

Pour relire le témoignage d’Adrien pendant le confinement, cliquer ici >>>



Adrien Bahizire Mutabesha et sa famille, à son retour à Bukavu

---

Éloigné, en confinement : parole à Mathilde

Partir à l'étranger avec le Défap, ce n'est pas seulement découvrir un autre pays, une autre culture, et y vivre de nombreux mois en immersion : c'est aussi se découvrir soi-même. Avec le Covid-19, d'autres problématiques se posent. Au travers de leurs lettres de nouvelles, les envoyés partagent leur ressenti mais aussi leurs questionnements.



Mathilde Ricklin est VSI auprès de la direction des écoles de la FJKM à Madagascar depuis 2018. Elle nous livre ici quelques morceaux choisis de son « journal d'une confinée »

Dimanche 2 février 2020,

Je reviens d'une tournée de formation de plusieurs semaines dans le sud de la Grande île, où je suis allée avec mon compagnon, venu me rejoindre pour un mois. Nous atterrissons à l'aéroport d'Antananarivo et remarquons tout de suite que quelque chose est différent. Des affiches mettant en garde contre un virus sont placardées un peu partout. Un spot publicitaire au sujet de ce virus passe en boucle sur les écrans. Le chauffeur de taxi qui nous ramène jusqu'à la maison

nous explique qu'il ne prend plus de clients d'origine chinoise ou revenant de Chine, de peur d'attraper ce virus car plusieurs personnes seraient tombées malade. En ville, nous ne voyons pourtant aucune information concernant ce virus.

Quelques semaines plus tard… Jeudi 19 mars 2020,

Cela fait maintenant bien une dizaine de jours que j'ai réduit les contacts physiques. Ici les gens se serrent toujours la main. Au bureau avec mes collègues, les visites sont incessantes, alors en une journée, ça en fait beaucoup de mains à serrer ! Depuis une dizaine de jours, j'explique que je ne préfère pas d'échange physique à cause de ce virus. Les gens ne mesurent pas le danger potentiel, ils en rigolent tout en resserrant la main de mes collègues en partant… Mais depuis hier, les choses ont changé, la plupart des visiteurs évitent les mains et à la place se touchent le pied comme on l'a vu faire sur les réseaux sociaux. Ce pourrait être une vraie catastrophe si le virus se développe ici.

À partir de demain, les liaisons aériennes seront coupées pour trente jours, les bateaux n'accostent déjà plus depuis dix jours… Je me demande si le sentiment d'isolement sur l'île se fera sentir de manière plus forte.

Vendredi 20 mars 2020,

Dans la matinée d'hier et d'aujourd'hui, des inconnus croisés dans la rue se sont adressés à moi en utilisant le mot « coronavirus ». Alors oui, j'ai la peau blanche et l'on voit que je ne suis pas malgache, mais je ne suis pas d'accord avec ce préjugé. Il est à mon avis même dangereux que certains Malgaches imaginent que les « étrangers » sont (ap-)porteurs de maladies à Madagascar. Ils oublient trop souvent qu'il y a une grande diaspora malgache. Que beaucoup de leurs concitoyens vivent en France, en Europe, aux Etats-Unis, partout dans le monde. Ces personnes reviennent aussi voir leur famille ou passer des vacances sur la Grande Île et

peuvent être porteurs de virus …

Ce sont ces remarques qui font prendre conscience de l'importance de la mission, de l'échange et du dialogue. En effet, elles sont signe de lacunes dans l'éducation ou dans la connaissance de l'autre, ce qui a pour résultat la stigmatisation, voir une forme de racisme.

Interviewé à la télévision, le président malgache annonce trois cas dans le pays.

Lundi 23 mars 2020,

Nous voilà donc quelques jours plus tard avec douze personnes prises en charge ayant les symptômes du Covid19. Le confinement a été proclamé hier soir, des restrictions sont mises en place.

Pour ma santé, je pense que ça va aller. Mais pour toutes celles et ceux qui n'ont pas accès à l'eau et au savon, qui ne peuvent pas rester à la maison mais sont obligés d'aller au marché pour vendre quelques produits afin de gagner de quoi survivre jusqu'au lendemain… C'est pour eux que la situation va être très compliquée.

J'ai beaucoup de chance, je ne suis pas seule, je suis invitée à me confiner chez des amis. La famille Minard, également envoyée par le Défap, m'accueille depuis que je suis à Madagascar lorsque j'ai besoin de compagnie et d'un peu plus de confort que chez moi. Chez eux, il y a tout ce qu'il faut, et des bouches à nourrir : un bonheur pour moi qui aime cuisiner !

Jeudi 26 mars 2020,

Nous en sommes à notre 4ème journée de confinement. Les enfants sont occupés par les devoirs envoyés par leurs professeurs sur une plateforme. En fin d'après-midi, nous jouons à des jeux de société, de quoi se détendre et rigoler…

Les journées passent très vite, il y a les repas à préparer, un moment de repos toujours bienvenu. Avec Delphine, la maman, nous avons commencé un programme de « fitness » pour transpirer un peu. Enfin c'est surtout pour dépenser l'accumulation de « trop ». Trop de station assise, trop de repas, trop de gâteaux… Ou peut-être pour justement pouvoir encore manger ces douceurs qui font tellement de bien au cœur ?

La situation financière de la plupart des Malgaches ne va pas être facile. Heureusement, des alternatives se mettent en place. Le gouvernement a annoncé des aides spéciales pour ceux qui en ont besoin. D'ailleurs on ne sait pas trop quoi penser ici. Dix-neuf cas ont été annoncés. Ces personnes seraient en quarantaine. Le président a isolé Tananarive et Tamatave, il n'est plus possible d'y entrer ou d'en sortir. On espère que la situation sera réglée au plus vite tout comme en Europe et dans les autres pays du monde.

Samedi 28 mars 2020,

Ce matin, avec Timothée Minard, nous avons tenté une sortie « courses ». On a rapidement abandonné en voyant l'embouteillage monstre devant nous, nous disant que nous reviendrions après le déjeuner. Bonne idée ! En revanche, plusieurs rayons avaient été littéralement pillés. Ici c'est la chips qui a la cote !

Mardi 31 mars 2020,

France Volontaire a organisé un temps d'échange par visio-conférence pour prendre de nos nouvelles, savoir comment nous vivons le confinement. De quoi redonner le moral, aider à déculpabiliser quant au sens de la mission. Le bien que m'a fait cette discussion m'encourage à garder du lien par téléphone ou messagerie avec mes collègues, directeurs ou pasteurs rencontrés ici.

Mercredi 22 avril 2020,

Un retour à la normale est amorcé en douceur. Les élèves en classe d'examen ont repris le chemin de l'école. Les transports en commun sont à nouveau autorisés, avec seulement 18 personnes par navette. Le président malgache, Andry Rajoelina, annonce la production d'une boisson, le CovidOrganics, qui renforcerait les défenses immunitaires. C'est le début d'une grande polémique entre médecins, chercheurs, l'OMS etc.

Mardi 5 mai 2020,

Première sortie en solo depuis le début du confinement, c'est-à-dire six semaines ! Je suis retournée dans la petite maison à côté des sœurs de Mamré récupérer quelques affaires personnelles. J'en profite pour faire un état des lieux, du rangement et dire bonjour à mes voisines.

Monsieur Albert, chauffeur de taxi du quartier, me ramène chez les Minard. Il me raconte que la situation est plus que difficile. En temps normal, il a entre douze et quinze clients par jour. Depuis le confinement, il en a au maximum quatre. Il a déposé une demande d'aide auprès de sa mairie mais n'a que très peu d'espoir de la voir aboutir. Il m'explique que l'aide promise par l'état malgache n'est pas assez importante pour tous ceux qui en ont besoin.

Jeudi 7 mai 2020,

Alors qu'aucun cas de nouveau malade n'avait été rapporté ces derniers jours, voici qu'aujourd'hui trente-cinq personnes présentant des symptômes sont enregistrées. Je ne sais plus quoi penser. Même si ce chiffre semble insignifiant par rapport au nombre communiqué en une journée dans de nombreux pays, il donne le sentiment que la période de confinement sera beaucoup plus longue que ce que nous pouvions imaginer.

Vendredi 8 mai 2020, …

Éloigné, en confinement : parole à Delphine et Timothée

Partir à l'étranger avec le Défap, ce n'est pas seulement découvrir un autre pays, une autre culture, et y vivre de nombreux mois en immersion : c'est aussi se découvrir soi-même. Avec le Covid-19, d'autres problématiques se posent. Au travers de leurs lettres de nouvelles, les envoyés partagent leur ressenti mais aussi leurs questionnements.



La famille Minard est actuellement à Madagascar. Delphine est VSI à Tananarive auprès de la FJKM comme enseignante de français. Timothée enseigne à l'Institut supérieur de théologie évangélique (ISTE).

Le tremblement de terre Covid19 secoue aussi Madagascar, même s'il a fait moins de dégâts qu'ailleurs et que nous sommes déjà en train de nous déconfiner. Confinement, « cache-bouche », remède « vita malagasy »… Voici quelques mots sur notre vécu à Tananarive.

Le 20 mars dernier, l'épidémie de Covid19 a officiellement atteint Madagascar. En vue de tenter de contenir la propagation du virus, le gouvernement a pris rapidement des mesures assez radicales : le confinement a notamment été imposé dans la capitale ainsi que dans deux autres grandes villes du pays. Tous les vols internationaux et nationaux ont été interrompus jusqu'à ce jour.

Comme partout dans le monde, on a vu des foules se hâter vers les pharmacies en espérant trouver des « cache-bouche » (comme on dit ici) ou de la chloroquine. Les rayons et étals de riz, aliment de base à Madagascar, ont été dévalisés.

Le confinement n'est pas facile à vivre pour une grande partie de la population qui souvent ne fait que (sur)vivre avec son salaire du jour, ou qui loge à cinq personnes (ou plus) dans une seule pièce. Conscient de cette situation, l'Etat malgache a rapidement mis en place une distribution de nourriture pour les plus démunis. Ainsi, les rues de la capitale étaient loin d'être désertes pendant le confinement et nous avons même expérimenté des embouteillages. Heureusement, l'épidémie ne semble pas s'être véritablement propagée à Madagascar. Nous sommes le 25 avril et, depuis cinq semaines, seules 123 personnes ont été testées positives au Covid19, dont peu de malades, très peu de cas graves et aucun décès. Ces dix derniers jours, seule une dizaine de nouveaux cas ont été détectés.

Nos activités confinées

Bien entendu, les cours dans les écoles FJKM ainsi que ceux de l'Institut Supérieur de théologie évangélique (ISTE) où enseigne Timothée, ont été suspendus. Ici, il n'est guère envisageable de poursuivre la formation « à distance ». Même si Madagascar possède un des meilleurs réseaux internet haut-débit d'Afrique, peu nombreux sont ceux qui peuvent se payer un abonnement illimité. Par contre, les réseaux sociaux et les SMS sont très utilisés, ce qui permet de garder le contact avec les collègues et étudiants.

En tant que famille, nous avons conscience d'avoir vécu le confinement de façon privilégiée. Nous avons un logement spacieux. Eve et Ethan ont eu le privilège de suivre les cours des écoles françaises depuis la maison, grâce à internet. Nous ne manquons de rien (et avons même mangé un peu trop de gâteaux maisons ces dernières semaines !). Nous avons aussi la

joie d'avoir Mathilde, une française envoyée du Défap à Tananarive, qui loge avec nous.

Ce confinement forcé nous a permis de souffler un peu après une période particulièrement chargée. Nous ne comptons plus les parties de jeux de société (avec une préférence pour « Splendor ») et les activités manuelles. Nous avons vécu de bons moments de culte à la maison (préparés par les enfants). Les séances « fitness » fréquentes (surtout fréquentées par les filles) ont permis d'évacuer un peu les calories emmagasinées. Enfin, pour Timothée, habitué à être « confiné » dans son bureau, ce fut l'occasion de pouvoir trouver un peu de temps pour avancer dans ses travaux d'écriture.

En déconfinement !

Face à la faible propagation de l'épidémie, le gouvernement a mis en place un déconfinement progressif depuis le 22 avril. Celui-ci s'accompagne d'une distribution massive de « cache-bouches » (dont le port est désormais obligatoire, et en cas de défaut les personnes sont condamnées à des peines de travaux d'intérêt général avec effet immédiat !) et du remède « vita malagasy (= Made in Madagascar) », le « Covid Organics » (une tisane de plantes médicinales dont le président semble convaincu de l'efficacité).

Dans les écoles malgaches, seules les classes ayant des examens à passer en fin d'année scolaire (7e=CM2, 3e et Terminale) reprennent les cours pour le moment. Delphine devrait probablement reprendre son cursus début mai. Quant aux enfants, qui suivent le système français, en vacances scolaires jusqu'au 4 mai, ils ne savent pas encore s'ils reprendront les cours à l'école ou à la maison. À l'ISTE, les activités vont reprendre ce lundi 27 avril. Les transports en commun étant pour le moment interdits dans la capitale l'après-midi, les cours ne reprendront que le matin dans un premier temps. Conformément aux directives du gouvernement, des « mesures barrières » ont été mises en place : port de «

cache-bouche » obligatoire, distance d'un mètre entre les étudiants dans les salles de classe, lavage des mains et prise de température à l'arrivée.

Humilité, reconnaissance et espérance

Ces trois mots représentent bien ce que ce temps particulier évoque chez nous. Cette pandémie révèle la folie de notre prétention à vouloir tout maîtriser. Le COVID-19 nous pousse à l'humilité et nous apprenons à dépendre de Dieu qui, lui seul, maîtrise toutes choses.

Nous sommes reconnaissants pour l'absence de morts à Madagascar et reconnaissons la grâce de Dieu derrière cela.

Enfin, nous voulons fixer nos regards vers celui qui est la source de notre espérance. Une espérance qui, comme nous l'avons rappelé à Pâques, est plus forte que la mort !



Reprise des cours pour Timothée

Confiné mais pas isolé

Par leurs lettres de nouvelles, les pasteurs, en mission hors de France, partagent leur vécu et leurs questionnements, dans le contexte de la pandémie de Covid19. Comment faire Église ensemble tout en restant confiné ? Comment vivre et partager l'Évangile ?



Yves Chambaud est en mission pastorale courte à Cayenne auprès de l'Église protestante en Guyane.

La Guyane n'a pas été autant touchée par le virus que l'Hexagone. Mi mars, des mesures drastiques ont été prises, jusqu'à fermer les frontières avec le Brésil et le Surinam. A ce jour nous n'avons à déplorer qu'un seul décès. Le risque et le danger peuvent venir de l'extérieur, d'où une grande vigilance et un grand respect des consignes préfectorales.

L'Église protestante de Guyane a pris l'habitude de vivre le « désert », la solitude, l'isolement. Cette Église sans domicile fixe, sans lieu de vie attitré, sans pasteur permanent depuis de nombreuses années, avec beaucoup de mouvements de personnel, s'est accoutumée de ce provisoire qui dure.

Mais le confinement n'est pas le vide. Une nouvelle façon de vivre l'Église a émergé. Les réseaux se sont réactivés. Les

solidarités et le soutien fraternel sont devenus une réalité, avec une parole pastorale et un mot d'ordre » prendre soin et avoir le souci des autres ».

Chaque groupe communique avec autonomie et bienveillance par les réseaux sociaux. La vie spirituelle change de style et de modalité.

Et le pasteur dans tout cela ? Il fait le lien. Il accompagne par des appels systématiques et de fréquents courriels à l'ensemble des paroissiens et amis. Le moindre événement est vécu avec intensité, d'autant plus que l'ensemble de la communauté est en diaspora. Chacun porte aussi dans sa prière et dans son cœur son pays, sa famille.

L'activité pastorale se déploie en premier lieu par une écoute et un accueil des questionnements. La rencontre n'est pas physique, mais elle n'en est pas moins intense. Une sorte de thérapie de la foi s'instaure. Des interrogations, des craintes nouvelles apparaissent. On cherche un coupable et un responsable, ou à comprendre ce qui arrive. Il me semble que l'expression de la foi se déplace aussi sur des problématiques plus existentielles et plus solidaires. Une prise de conscience sur notre façon de vivre fait jour. Les « pourquoi » s'estompent, faisant place au « comment » et à l'« après ».

Le moindre geste et tous les mots prennent davantage de valeur. Les signes de reconnaissances sont vécus comme des bénédictions. Confiné certes, éprouvant assurément, mais pas destructeur.

En espérant et en attendant des jours meilleurs. L'« après » sera certainement différent de l'aujourd'hui.

Ce « petit machin de virus »

Par leurs lettres de nouvelles, les pasteurs, en mission hors de France, partagent leur vécu et leurs questionnements, dans le contexte de la pandémie de Covid19. Comment faire Église ensemble tout en restant confiné ? Comment vivre et partager l'Évangile ?



Pierre Thiam est VSI à Djibouti comme directeur du centre social ainsi que pasteur de l'Église protestante évangelique de *Djibouti (EPED).*

On a presque tout vu ou tout entendu avec cette pandémie de Covid19. S'il ne s'agit pas d'un virus fabriqué de toute pièce, il est un nouveau signe donné par Dieu pour appeler son peuple à revenir à lui ou une nouvelle accusation à l'encontre des animaux comme les pangolins, les chauves souris, etc. Que tout ce qui se dit soit vrai ou faux, ce qui est sûr, c'est que ce petit « machin de virus » pour emprunter l'expression d'un internaute, est entrain d'abimer le monde.

Ce virus a bloqué le monde. Par un jour de confinement, mon attention a été attirée par un bruit venant de ma toiture. Je sors pour voir ce qui se passe et je découvre que ce sont deux corbeaux qui se battent. Accrochés l'un à l'autre, ils tombent d'un coup de la toiture comme une boule noire pour reprendre leur envol dans une liberté dont rien ne fixe les limites. C'est alors que je me suis rendu compte que ma liberté à moi,

homme, ne tenait qu'à un communiqué publié le 20 Mars et précisant : « *Afin de renforcer le dispositif de prévention, le gouvernement a pris des mesures supplémentaires : fermeture des établissements scolaires, fermeture des mosquées, interdiction des activités sportives … Il est également conseillé par mesure de précaution d'éviter tout rassemblement.* »

Jusque-là tout semblait bien aller mais l'apparition des deux premiers cas testés positifs, le 23 mars, a ouvert une longue période de confinement. Depuis ce jour, ce petit « machin de virus » s'est installé avec armes et bagages à Djibouti, défiant toutes les mesures de prévention. De l'interdiction des vols commerciaux au départ ou à l'arrivée de Djibouti à la fermeture des lieux de cultes en passant par l'interdiction des rassemblements et le confinement général, rien ne semble l'affecter ; pas même les gestes barrières répétés à longueur de journée pour sensibiliser la population.

Présents à Djibouti depuis plus de deux ans, c'est la première fois que nous vivons cette situation, dans un pays où chacun pouvait sortir à tout moment et faire ses courses dans une liberté que me rappelle celle des deux corbeaux sur le toit. Mais, maintenant, comme beaucoup d'autres, me voilà donc contraint à ne faire qu'une seule chose : « rester chez moi ». Toutes les activités étant aux arrêts dans le centre social et la paroisse, je ne puis m'empêcher de regarder chaque matin les oiseaux qui « refusent » d'être confinés. Libres de tout mouvement, les voilà qui voltigent du matin au soir sans se soucier du coronavirus comme pour dire aux humains : « c'est le temps du tout autrement : restez chez vous ». C'est ce que je fais, pour :

– repenser autrement le maintien des liens avec les paroissiens à travers les cultes en ligne

– repenser autrement l'accompagnement des enfants dans la suite des cours avec le e-learning.

– faire autrement du sport en montant et descendant les escaliers.

– m’accorder un peu plus de temps pour la lecture et m’occuper un peu du jardin.

– être davantage en relation avec ma famille, au pays, qui s’inquiète aussi malgré qu’elle vive la même situation que nous.

Et puisque ce petit « machin de virus » traine encore par ici, restons confinés comme tant d’autres à travers le monde, et vivons autrement, car il nous oblige à accepter de manière stoïque la pandémie. Pauvre de petit « machin de virus », Jésus nous demande d’aimer nos ennemis, mais toi, nous ne t’aimerons jamais.

« La destinée de l’homme est dans son cœur, pas dans ses mains »

Par leurs lettres de nouvelles, les pasteurs, en mission hors de France, partagent leur vécu et leurs questionnements, dans le contexte de la pandémie de Covid19. Comment faire Église ensemble tout en restant confiné ? Comment vivre et partager l’Évangile ?



Olivier Déaux est pasteur aux Antilles pour les Églises de Guadeloupe et Martinique ainsi qu'aumônier des prisons.

Je vous écris depuis la Guadeloupe, aux Antilles.

Quelques mots et réflexions dans ce temps si particulier de confinement, dans une région où, habituellement, on profite de la nature, des plages et des montagnes, du contact avec une population ouverte et joyeuse. Eh bien, tout cela, c'est fini !

Nous avons perdu nos repères, nous sommes déboussolés, le quotidien se trouve bousculé avec le confinement dû à l'épidémie. D'abord le silence de la ville, troublant et apaisant mais aussi inquiétant. Les rues se sont vidées de leurs voitures, le ronron de la ville s'est tu, d'autres bruits que nous ne remarquions pas auparavant, se font entendre. Les animaux sauvages pointent leur nez. Une drôle de paix, un calme fragile. Parce qu'en même temps ce silence n'est pas « normal », il est presque inquiétant; il n'y a pas de raison pour que la vie s'arrête. Un silence de mort ? Non, un silence d'attente, un silence en point d'interrogation à l'image des conséquences de cette épidémie dont l'homme n'a pas la maîtrise, submergé par la vague.

Nous sommes privés de mouvement, confinés à la maison sans contact avec autrui. Nous devons repenser notre vie dans ce contexte particulier. Cela dit, pour notre communauté chrétienne – c'est aussi vrai pour toute communauté – nous ne pouvons pas vivre sans lien, sans prier, sans chanter, sans louer Dieu. L'Église n'a d'existence qu'au travers les hommes et les femmes qui rendent témoignage à l'Évangile de Jésus Christ, Évangile incarné dans « la communauté de foi ».

Dans l'impossibilité de se rencontrer et de se rassembler, notre communion et notre foi doivent employer d'autres outils. Nous nous sommes mis à la vidéo, aux cultes et aux temps de prières filmés, à regarder ensemble à une heure que l'on se fixe… ou pas. Le CP a tenu sa réunion en vidéo-conférence dans le souci de poursuivre la marche de l'Église en partageant des nouvelles des uns et des autres. On sensibilise nos frères et sœurs aux difficultés financières…

« Rien ne peut nous séparer de l'amour de Dieu manifesté en Jésus Christ », c'est un peu ce que nous essayons de mettre en pratique. Il est notre Unité, notre Communion. Notre prière collective via les réseaux est ce lien qui nous unit à lui et entre nous. Cette épreuve d'isolement qui nous montre combien nous sommes des êtres sociaux, doit nous faire réfléchir aux priorités que nous nous donnons. La croissance à tout prix est remise en cause et cependant elle est la source de revenu des travailleurs. Repenser le collectif avec ses priorités : éducation, santé, accompagnement des plus faibles… oui, mais cela prendra du temps. Une conversion profonde.

J'ai entendu ce propos dans un petit film qui m'invite à méditer « la destinée de l'homme est dans son cœur et pas dans ses mains ». Nous ne sommes pas tout-puissants, un virus infiniment petit a grippé le moteur qui fait tourner le monde. Le savoir comme le pouvoir ne ne sont pas une fin en soi mais cette vie que nous partageons sur tous les endroits du globe.

Notre plus grande force c'est le lien que nous avons entre nous. L'amour est la seule chose qui se multiplie quand on le partage. Le Christ nous a déjà donné la route à suivre : « Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur, de toute ton âme, de toute ta force et de toute ta pensée, et ton prochain comme toi-même. »

Que cette épreuve ne laisse pas de traces trop profondes là où vous résidez.

